

# Positionspapier

**Initiator\*innen:**

**Titel:** Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous !

**Antragstext**

1 **Sortons de la crise climatique : une vie**  
2 **épanouissante pour toutes et tous !**

3 La crise climatique est le problème le plus urgent de notre époque. Elle menace  
4 plusieurs des bases de notre vie sur terre. Si l'on veut éviter que cette crise  
5 ne prenne l'ampleur catastrophique à laquelle on peut s'attendre aujourd'hui,  
6 voire qu'elle n'entraîne des conséquences encore plus graves, le réchauffement  
7 du climat terrestre ne doit pas dépasser 1.5°C par rapport à l'ère pré-  
8 industrielle. Le réchauffement actuel est déjà de 1.1°C. La limite de 1.5°C  
9 devrait être atteinte en 2028. L'urgence, c'est maintenant ![\[1\]](#)

10 Jusqu'à présent, la politique climatique suisse dominée par l'idéologie  
11 bourgeoise n'a pris que des mesures parfaitement insuffisantes. En tant que JS  
12 Suisse, nous savons qu'il est nécessaire de dépasser le capitalisme pour pouvoir  
13 endiguer la crise climatique de manière adéquate. Nous nous engageons pour une  
14 politique climatique sociale, efficace et conséquente, et nous nous sommes déjà  
15 penché·es sur la gestion de la crise climatique dans plusieurs papiers de  
16 position et résolutions.[\[2\]](#) En 2016, nous avons adopté un papier de position sur  
17 ce thème, et en 2019, nous avons présenté un plan de mesures concrètes.

18 Mais il ne suffit pas de vouloir dépasser le capitalisme, il faut savoir où nous  
19 voulons aller. C'est pourquoi ce papier esquisse une vision qui doit poser les  
20 jalons de notre politique climatique. Une vision sur la manière dont nous  
21 pouvons éviter la crise climatique et ainsi offrir à tous·tes une vie

22 épanouissante en renversant le système existant et en opérant un changement de  
23 système transformateur.

## 24 **Le capitalisme comme cause de la crise climatique**

25 Le capitalisme se définit par la propriété privée des moyens de production.  
26 Historiquement, la première étape vers celle-ci fut l'accumulation primitive,[\[3\]](#)  
27 rendue possible notamment par la privatisation de champs communs. Les colonies  
28 européennes ont également joué un rôle clef. La destruction de l'environnement  
29 et des conditions de vie dans les territoires colonisés, combinée avec  
30 l'exploitation du travail de personnes réduites en esclavage, a livré les  
31 ressource qui ont rendu possible l'apparition du mode de production capitaliste.  
32 C'est par exemple ainsi que les colons britanniques ont complètement démantelé  
33 l'industrie textile indienne qui fonctionnait de façon durable depuis des  
34 millénaires, pour détourner les livraisons de coton vers le capitalisme européen  
35 naissant.

36 La propriété privée des moyens de production signifie qu'une poignée de  
37 bourgeois possède l'ensemble des infrastructures nécessaires à la production de  
38 biens et de services, et peut donc décider seule de leur utilisation, sans avoir  
39 à tenir compte des besoins des 99% et des capacités planétaires. Mais cela ne  
40 signifie pas que les capitalistes sont libres de faire ce qu'elles et ils  
41 veulent : elles et ils sont soumis·es aux contraintes de la concurrence. Pour  
42 pouvoir rivaliser avec les autres capitalistes, il leur faut accumuler du  
43 capital. C'est pourquoi tout le système est basé sur la maximisation du profit à  
44 long terme et la croissance.

45 La maximisation des profits à court terme permet aux bourgeois d'accumuler  
46 autant de capital que possible. Pour maximiser ces profits, elles et ils  
47 exploitent non seulement les travailleuse·eurs, mais aussi l'environnement. Pour  
48 faire du profit, le capital essaie continuellement d'élargir sa prise sur la  
49 nature. Cela passe non seulement par l'achat de terre, mais aussi par  
50 l'appropriation par la violence. Les peuples indigènes et les petit·es  
51 paysan·nes sont celles et ceux qui en souffrent le plus.

52 D'un point de vue scientifique, les émissions de gaz à effet de serre d'origine  
53 humaine sont la cause de la crise climatique. Ces dernières viennent en grande  
54 partie des combustibles fossiles. Et c'est là le problème : sans énergies  
55 fossiles, nous n'aurions pas de transports bon marché, de faibles coûts de  
56 production, et donc pas le profit maximal. Et même si, actuellement, certaines  
57 sources d'énergie renouvelables auraient des coûts plus faibles, les bourgeois  
58 ont peu intérêt à cesser d'investir dans les énergies fossile tant qu'elles sont  
59 encore profitables. De plus, cette maximisation du profit fonctionne sur le  
60 court terme, et est donc à l'opposé de la perspective à long terme nécessaire

61 pour respecter les limites planétaires. En bref : ce qui n'est pas rentable ici  
62 et maintenant passe à la trappe, et peu importe les conséquences dévastatrices  
63 pour notre planète et surtout pour les individus l'habitant.

64 Une partie des profits va directement dans la poche des bourgeois, tandis qu'une  
65 autre partie est investie dans les entreprises pour les moderniser et les  
66 agrandir pour qu'elles puissent produire plus, et moins cher. On appelle ce  
67 processus l'accumulation du capital. Si les capitalistes n'agissaient pas comme  
68 ça, elles et ils seraient écrasés par la concurrence. Il en résulte un cercle  
69 vicieux dans lequel la production croît indéfiniment et les émissions de gaz à  
70 effet de serre augmentent indéfiniment. La conséquence directe de l'accumulation  
71 du capital est une obligation de croissance. La masse toujours plus importante  
72 de biens doit ensuite être consommée, ce qui est rendu possible entre autre par  
73 la publicité et l'obsolescence programmée. [4] La surconsommation est donc une  
74 conséquence directe de la surproduction capitaliste.

75 Enfin, dans le capitalisme, les personnes qui détiennent la richesse disposent  
76 d'un énorme pouvoir politique. Les richissimes lobbys des combustibles fossiles,  
77 et de tous les autres intérêts économiques qui contrastent clairement avec la  
78 protection de l'environnement, bloquent toute politique environnementale qui  
79 nuirait aux intérêts des capitalistes. Cela passe notamment pas la diffusion de  
80 "fake news", et par des campagnes qui relativisent la gravité du problème et  
81 appellent à préserver le système destructeur actuel. C'est encore un élément  
82 caractéristique du capitalisme qui le rend incompatible avec la protection de  
83 l'environnement.

84 Le pourcent le plus riche profite considérablement de ce système destructeur,  
85 tandis que les 99% restants en souffrent. Les personnes racisées, les femmes,  
86 les minorités de genre, les travailleuse·eurs du Sud global, les personnes les  
87 plus pauvres du Nord global et les animaux sont particulièrement touchés. Bien  
88 qu'elles aient peu contribué à la crise climatique, ces groupes sont affectés à  
89 plusieurs titres par ce système destructeur. D'une part, ils sont exploités dans  
90 le processus qui provoque la crise climatique, par l'interaction du capitalisme  
91 et d'autres systèmes d'oppression. D'autre part, ils sont les plus touchés par  
92 les conséquences de la crise climatique. Ils sont massivement menacés par les  
93 catastrophes naturelles, vivent dans des environnements pollués et ont plus de  
94 mal à s'adapter en raison de leur vulnérabilité économique.

## 95 **Pour une politique climatique sociale**

96 La réponse de la politique suisse bourgeoise à cette situation intenable se  
97 résume en deux mots : responsabilité individuelle. On nous présente la crise  
98 climatique comme un problème individuel et non systémique. L'idée est que pour  
99 résoudre la crise climatique, il suffit de laisse le marcher s'orienter vers des

100 branches ayant un impact écologique moindre, comme les voitures électriques. En  
101 fait, on traite le problème environnemental comme une nouvelle opportunité de  
102 croissance. Cette idée résulte d'un calcul capitaliste : on cache ainsi les  
103 gros·ses émettrice·teurs de gaz à effet de serre, et on met la faute sur les  
104 individus, qui se blâment mutuellement. Pourtant les leviers importants sont les  
105 grandes entreprises et le pourcent le plus riche. On met en avant la  
106 responsabilité individuelle sans toucher aux véritables responsables de la crise  
107 climatique. Le pourcent le plus riche, les grosses entreprises et la place  
108 financière suisse sont protégé·es. Les militant·es qui alertent sur cette  
109 situation et s'y opposent sont réprimé·es dans le monde entier.

110 Les nouvelles lois en Suisse ne prévoient que des incitations mais pas  
111 d'interdictions. Il en résulte une hausse des prix de l'essence et du chauffage  
112 au mazout, ainsi que d'autres conséquences négatives pour la population. L'échec  
113 de l'incohérente loi CO2 symbolise cette tendance. Cette dernière a été rejetée  
114 dans les urnes à l'été 2021. Seul soi-disant acquis de la politique climatique  
115 bourgeoise de la Suisse, c'était une proposition injuste et inefficace, qui  
116 aurait misé sur la responsabilité individuelle des 99% et sur des incitations  
117 financières, sans demander des comptes aux véritables responsables de la crise  
118 climatique. On voit donc bien que dans leur "politique climatique", les  
119 bourgeois échouent complètement.

120 Parmi les autres caractéristiques de la politique climatique bourgeoise, on  
121 trouve la focalisation sur la consommation, les mécanismes marchands et les  
122 solutions technologiques. La focalisation sur la consommation est une  
123 conséquence directe du conte de fée de la responsabilité individuelle. La  
124 politique climatique bourgeoise vise créer de nouvelles pratiques de  
125 consommation des 99% plutôt que de renverser la logique de surconsommation et de  
126 surproduction. Nous sommes pourtant conscient·e·s que la surproduction et les  
127 incitations à la consommation, propres au système capitaliste, mènent à la  
128 surconsommation et, donc, à l'épuisement des ressources planétaires. Les  
129 mécanismes marchands comme les droits d'émission échangeables jouent également  
130 un grand rôle dans la politique climatique bourgeoise. Lors des négociations  
131 internationales sur le climat, la Suisse soutient particulièrement ces  
132 mécanismes, surtout afin de financer des réductions des émissions dans d'autres  
133 États (qui auraient en partie eu lieu de toute façon) au lieu de s'occuper de  
134 ses propres émissions. Ces mécanismes marchands ne sont pas simplement un moyen  
135 insuffisant pour une politique climatique efficace : ils se sont même montrés  
136 contre-productifs dans leurs premières années d'application, en ralentissant la  
137 sortie des énergies fossiles. Enfin, la politique climatique actuelle est  
138 caractérisée par la croyance que les technologies et les innovations pourraient  
139 résoudre la crise climatique. Le développement de technologies de moins en moins  
140 polluantes est assurément une très bonne chose, et sera extrêmement utile, tout  
141 comme le progrès scientifique. Il est cependant clair que ces nouvelles

142 technologies ne suffiront pas à résoudre la crise. Et surtout, l'impératif de la  
143 croissances réduit à néant les bénéfices potentiels de ces technologies. Des  
144 machines moins polluantes encourageront les capitalistes à produire encore plus,  
145 pour accumuler encore plus de profit. Les nouvelles technologies ne sont pas  
146 employées pour produire la même quantité de quelque chose en moins de temps,  
147 mais pour produire plus sur la même durée. De fait, les innovation ne peuvent  
148 avoir un impact positif que sur une société libérée de la logique capitaliste.  
149 Ce n'est qu'au sein d'une société post-croissance que le progrès technologique  
150 pourra bénéficier à l'environnement et aux gens, au non accélérer les processus  
151 d'exploitation et d'élimination des ressources naturelles.

152 Nous avons donc besoin de toute urgence d'une alternative à cette politique  
153 climatique bourgeoise : une politique climatique sociale. Nous n'attribuons pas  
154 la responsabilité de la crise climatique aux individus : nous montrons que c'est  
155 le capitalisme qui en est responsable. Ce ne sont pas les 99%, mais les  
156 personnes qui profitent le plus de ce système destructeur – les ultra-riches -  
157 qui doivent payer pour combattre la crise et ses conséquences. Les grandes  
158 entreprises et la place financières doivent également , par des interdictions,  
159 une taxation et un contrôle démocratique, enfin être tenues responsables. Notre  
160 politique climatique ne veut pas changer les habitudes de consommation des 99%,  
161 mais le mode de production. Nous avons donc besoin d'une transformation  
162 écosociale de la sphère productive. Cette transformation ne doit laisser  
163 personne sur le bord du chemin : la dimension sociale de notre politique  
164 climatique est absolument centrale. En outre, pour assurer une transition  
165 écologique pour le 99%, le travail du care doit être un levier important et une  
166 composante principale de la lutte contre la crise climatique. Enfin, notre  
167 politique climatique est internationaliste et défend la justice climatique. Les  
168 99% du Sud global doivent être protégé·es au mieux des conséquences de la crise  
169 climatique, et soutenu·es inconditionnellement pour s'adapter à cette situation.

## 170 **Notre vision : une vie épanouissante pour tous·tes !**

171 Nous voyons donc que le capitalisme provoque et favorise les crises, et fonde le  
172 profit d'un petit nombre sur l'exploitation des 99%. C'est maintenant que nous  
173 devons oser nous lancer vers un avenir qui garantit à tous·tes une vie  
174 épanouissante. De nombreux plans de mesures détaillant les étapes vers une  
175 société sociale et radicalement anticapitaliste existent déjà, il faut  
176 maintenant les appliquer, et pour cela, nous devons récupérer l'argent qui nous  
177 revient ! Pour que nous puissions montrer aux gens quelle est la société pour  
178 laquelle nous voulons nous battre, nous avons besoin d'idées claires, et nous en  
179 avons : notre vision d'une société écosocialiste s'appuie sur trois piliers :  
180 planification écologique démocratique, post-croissance et économie du care.

## 181 **Planification écologique démocratique**

182 La transformation économique ne peut pas se produire isolément, mais  
183 s'accompagne obligatoirement d'une transformation radicale de toutes les  
184 structures sociales. L'objectif doit être une économie planifiée démocratique,  
185 écologique et décentralisée : ce n'est qu'ainsi que l'on pourra mettre l'intérêt  
186 de l'ensemble de la société au cœur de nos préoccupations. Par une gestion et  
187 une planification à plusieurs niveaux, au sein des entreprises, dans les  
188 institutions politiques ou via les associations. Une gestion les personnes  
189 concernées décideraient elles-mêmes de la production et des moyens nécessaires  
190 pour y parvenir en tenant compte des besoins des populations et des capacités de  
191 l'environnement. Nous devons garantir que la production soit raisonnée et  
192 reflète les besoins réels des populations, que le tournant écologique commence  
193 et qu'il se fasse dans l'intérêt du plus grand nombre et enfin que ni la nature,  
194 ni les animaux, ni les humains n'aient à subir l'exploitation.

## 195 **Post-croissance**

196 Notre société doit impérativement être libérée de l'obligation capitaliste de la  
197 croissance. Nous aspirons à une société post-croissance, qui implique une  
198 dématérialisation, une responsabilisation et une relocalisation de l'économie  
199 par une réduction contrôlée des activités économiques qui nécessitent des  
200 intrants matériels.[\[5\]](#) On pourra ainsi endiguer puis surmonter la surproduction  
201 comme la surconsommation. Cela signifie qu'il faut lancer un processus qui  
202 aspire à construire une nouvelle société fondées sur d'autres valeurs, telles  
203 que la durabilité, la démocratie, l'équité et le bien-être collectif. La  
204 croissance peut et doit se référer à la qualité, et non plus, comme jusqu'à  
205 présent, à la quantité. Il faut produire mieux et en fonction des besoins,  
206 plutôt que toujours plus. Pour que les gens aient plus de temps pour s'épanouir,  
207 nous avons besoin d'une réduction massive du temps de travail. Cela laissera  
208 plus de temps pour les activités sociales et la famille. En outre, cette mesure  
209 pourra contribuer de manière décisive à la suppression des inégalités sociales.

## 210 **Économie du *care***

211 Dans une société écosocialiste, le travail du *care* joue un rôle central : c'est  
212 le seul moyen pour que la vie en commun au sein d'une société réponde aux  
213 besoins humains et animaux. Le secteur du *care* doit être collectivisé et  
214 organisé démocratiquement.[\[6\]](#) Le recours aux services de *care* représente un  
215 besoin fondamental de tout individu sentient, ce qui fait du *care* une pierre  
216 angulaire de toute forme de vie en commun.[\[7\]](#) L'organisation décentralisée et  
217 étatisée des structures du *care* au sein des communautés est donc inévitable et  
218 cruciale pour une autogestion décentralisée et axée sur les besoins.

219 Une société solidaire, qui répartit de manière juste le travail de care en son  
220 sein, est plus résistante aux crises. Grâce à une trame sociale solide, elle est  
221 plus résiliente face aux catastrophes et aux crises - une qualité dont le besoin  
222 devient urgent, notamment avec la multiplication des phénomènes météorologiques  
223 extrêmes dans le cadre de la crise climatique.

## 224 **Vers le tournant écosocialiste !**

225 Si nous voulons garantir non seulement la survie, mais aussi une vie  
226 épanouissante pour chacun·e, il faut initier le tournant dès maintenant. Le  
227 dépassement du capitalisme est inévitable, et plus urgent que jamais. Nous ne  
228 croyons pas au conte de fée de la croissance verte ; nous nous engageons pour  
229 une politique climatique radicalement sociale et anticapitaliste. Les  
230 responsables de la crise auraient déjà dû passer à la caisse hier, mais  
231 aujourd'hui nous leur demandons des comptes, car il est temps d'en finir avec ce  
232 système destructeur ! Un autre monde est possible : en avant pour  
233 l'écosocialisme !

234 [\[1\]](#) Masson-Delmotte, Valérie et al. : Global Warming of 1.5°C. Summary for  
235 policy makers (im Rahmen des IPCC Berichtes), o.0 2022

236 [\[2\]https://juso.ch/fr/positions/climat/](https://juso.ch/fr/positions/climat/)

237 [\[3\]](#) L'accumulation primitive désigne le processus (environ à partir du 15e  
238 siècle) qui a permis la mise en place des rapports de production capitalistes et  
239 de l'accumulation du capital.

240 [\[4\]](#) L'obsolescence programmée désigne la limitation consciente par une  
241 entreprise de la durée de vie d'un produit.

242 [\[5\]](#) Grève du climat suisse : Plan d'action climatique. 2021, p. 29. :  
243 [https://admin.climatestrike.ch/uploads/Plan\\_d\\_action\\_climatique\\_1\\_0\\_32d21fb652.p](https://admin.climatestrike.ch/uploads/Plan_d_action_climatique_1_0_32d21fb652.pdf)  
244 [df](#)

245 [\[6\]](#) Winker, Gabriele: Care-Revolution als feministisch-marxistische  
246 Transformationsperspektiv, in: das Argument, XX 2015, p. 538.

247 [\[7\]](#) Madörin, Mascha: Care Ökonomie. Eine Herausforderung für die  
248 Wirtschaftswissenschaften, in: Caglar, Gülay (Hrsg.): Gender and Economics.  
249 Feministische Kritik der politischen Ökonomie, Wiesbaden 2010, p. 90.